

Effets des exploitations artisanales de diamants sur les conditions de vie des communautés riveraines *en République centrafricaine*



CCRAG

Décembre 2021

Enquête de terrain sur l'impact local de l'exploitation minière des diamants



KIMBERLEY
PROCESS
CIVIL SOCIETY
COALITION

ÉDITORIAL

Effets des exploitations artisanales de diamants sur les conditions de vie des communautés riveraines en République centrafricaine

Bangui/Anvers, Décembre 2021

Photo de couverture : Des creuseurs artisanaux dans le village de Pama, Boda RCA.

Auteur : Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CCRAG)



Le Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CCRAG) est une association de droit centrafricain, enregistré sous le N° 480/MATDDL/DIRCAB/DGAT/DAPCA/SASE du 20 septembre 2018 dont le siège se trouve à Bangui, qui s'est fixé pour objectif de réaliser des études, des expertises et des formations dans les domaines de la recherche, de la conduite du changement public, de la gouvernance et des industries extractives. Membre de la Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley, le CCRAG est aujourd'hui une organisation qui participe à la lutte contre les diamants de sang en République centrafricaine. Il mène aussi des actions de plaidoyer pour la redynamisation du secteur minier artisanal et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs sur les sites des mines artisanales.

Contexte : Ce rapport fait partie d'un projet de recherche panafricain plus vaste, intitulé *Enquêtes de terrain sur l'impact local de l'exploitation minière des diamants*, qui a été mené dans huit pays africains par dix organisations africaines membres de la coalition de la société civile du processus de Kimberley.

Les huit rapports nationaux visent à étudier certains des impacts de l'exploitation artisanale et à petite échelle des diamants au Cameroun, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, en République de Guinée, au Sierra Leone et au Zimbabwe, ainsi que l'impact de l'exploitation industrielle des diamants au Lesotho.

La version complète des rapports peut être lue et téléchargée sur <https://www.kpcivilsociety.org/fr/publications-2/publications-from-the-coalition/enquetes-de-terrain-sur-limpact-local-de-lexploitation-miniere-des-diamants/>

Édité par IPIS

Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de IPIS.

Mise en page par SAKADO



Cette étude a été réalisée avec l'encadrement et l'appui technique de la Coalition de la société civile du Processus de Kimberley (CSCP). La CSCP est l'organisation cadre qui agit en tant qu'observateur du Processus de Kimberley (PK) au nom de la société civile. La plupart des membres de la coalition sont basés en Afrique, le principal continent producteur de diamants au monde. Représentant les communautés concernées par l'extraction et le commerce des diamants, les membres s'efforcent d'améliorer la gouvernance du secteur du diamant dans leur pays d'origine. L'expertise locale et régionale de la coalition nous permet de suivre l'approvisionnement responsable en diamants sur le terrain et d'articuler une perspective citoyenne sur le secteur du diamant dans les forums nationaux, régionaux et internationaux. La coalition comprend des représentants du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la République de Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Liberia, du Lesotho, de la Sierra Leone, du Zimbabwe et de la Belgique.



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne à la Société Civile du Processus de Kimberley. Le contenu du présent document relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL	2
Sigles et acronymes	5
Résumé exécutif	6
1.1 Au gouvernement	7
1.2 Aux artisans miniers	7
Introduction.....	8
Note méthodologique	9
1 L 'analyse du paysage minier des villes de Boda, Nola et Berberati	10
1.1 Présentation des différents sites d'extraction de diamants visités dans la ville de Boda	11
1.2 La ville de Berberati face à son paysage minier	12
1.3 Les différents types d'exploitation minière à Nola	12
2 Impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation diamantifère dans les villes de Boda, Berberati et Nola	13
2.1 Impacts environnementaux de l'extraction de diamants	13
2.2 Les impacts sociaux de l'extraction de diamants	14
2.2.1 Sur la scolarisation des enfants	14
2.2.2 Sur l'abandon des travaux champêtres.....	15
3 Conclusion	16
4 Recommandations	17
4.1 Au gouvernement	17
4.2 Aux artisans miniers	17
4.3 Aux associations locales et organisations non gouvernementales	17
5 Bibliographie indicative	18
Articles.....	18
Rapports.....	18

SIGLES ET ACRONYMES

BADICA : Bureau d'Achat de Diamant en Centrafrique

CCRAG : Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique

CPC : Coalition des Patriotes pour le Changement

DPAM : Droit de Propriété et Artisanat Minier

EAPE : Exploitation artisanale à petite échelle

IPIS : International Peace Information Service

PIB : Produit Intérieur Brut

RCA : République Centrafricaine

USAF : Unité Spéciale Anti-Fraude

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette étude a pour objectif de mettre en lumière les effets des exploitations artisanales de diamants sur les conditions de vie des populations riveraines de trois principales localités : les villes de Boda, Nola et Berberati dans le sud-ouest de la RCA. Elle s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de réflexions visant à éclairer la situation d'un secteur – le secteur minier – qui occupe une place stratégique dans le potentiel économique de la RCA et qui emploie localement des milliers de personnes. Ces réflexions s'orientent également vers la nécessité d'explicitier les incidences à la fois nationales mais surtout localisées de l'activité minière.

Il s'agit concrètement d'apporter des éléments de réponses sur quatre thématiques clés : la nature de l'exploitation artisanale de diamants dans les villes ciblées (1), l'impact de l'exploitation artisanale de diamants sur les communautés minières (2), le potentiel économique du secteur de l'exploitation artisanale (3) et le rôle du gouvernement, des organisations de la société civile et des mineurs dans l'amélioration des conditions de vie des communautés riveraines (4).

A Boda, 13 sites miniers situés entre 0 et 20 kilomètres de la ville ont été visités. 1381 personnes dont 15 femmes et 133 enfants de moins de 15 ans y travaillent activement. On relève une répartition genrée des tâches. Les hommes réalisent les tâches les plus difficiles et certainement les mieux rémunérées : creuser sous terre pour extraire les minerais. Les femmes et les enfants s'occupent des tâches subsidiaires notamment le portage et le lavage des minerais au bord des cours d'eau. Les femmes exercent également de modestes activités commerciales aux alentours des sites miniers. Elles vendent principalement des produits vivriers et tiennent des lieux de restauration. Les techniques d'extraction du diamant les plus en vue à Boda sont le barrage, le dragage, et le puits.

A Berberati, 13 sites d'exploitation artisanale de diamants situés entre 0 et 50 kilomètres de la ville ont été visités. 528 personnes dont 37 femmes et 15 enfants de moins de 15 ans participent activement à la production. Les femmes et les enfants représentent près de 10% de l'effectif total des travailleurs. On y observe la même répartition des tâches que celle observée à Boda. Plusieurs bureaux d'achat de diamant sont opérationnels dans la ville de Berberati. La société BADICA (Bureau d'Achat de Diamant en Centrafrique) y est toujours implantée et demeure très active. Cette localité compte également des circuits parallèles et informels tenus par des « débrouillards » qui subventionnent les activités d'extraction de diamants. Le secteur voit également l'implication de commerçants et fonctionnaires qui subventionnent illégalement les activités d'extraction minière dans la ville de Berberati. Les diamants extraits sont vendus clandestinement au point qu'il est difficile de retracer leurs parcours.

A Nola, 16 sites ont été visités. Ils concentrent 252 personnes dont 23 femmes et 15 enfants de moins de 15 ans participant activement à la production et l'extraction de diamants. Les enfants de moins de 15 ans représentent 6% de l'effectif global des travailleurs. A l'instar des réalités observées sur les sites d'extraction à Boda et à Berberati, les femmes et les enfants s'occupent du transport et du tri des minerais. Les exploitants miniers ont recours à quatre types d'exploitation : le puits, le lit-vif, la berge (barrage et/ou dragage) et la terrasse ouverte. Le lit-vif demeure la technique la plus mobilisée dans la localité de Nola qui est, à l'instar de la ville de Berberati, traversée par une rivière et de multiples cours d'eau. Le paysage minier de la ville de Nola dispose de trois sites d'exploitation semi mécanisée dont deux appartiennent à des citoyens chinois, et de cinq bureaux d'achat de diamant et or.

Les impacts de l'extraction de diamants sur les sites miniers visités semblent se situer à deux principaux niveaux : environnementaux et sociaux. Les impacts environnementaux concernent les effets de l'activité minière sur la qualité de l'eau, d'une part, et sur le paysage faunique et floristique, d'autre part. Les impacts sur les eaux sont liés au déversement, par les exploitants miniers, des déchets rocheux et des matériaux lessivés dans les cours d'eau situés aux alentours des sites miniers. Les incidences sur la faune sont étroitement associées aux extractions en berge et en lit vif qui constituent les types d'exploitation les plus polluants, contribuant largement à la dégradation de la vie aquatique. L'activité minière va également

de pair avec la destruction de la végétation conduisant à la fuite ou à la disparition des espèces mobiles de la faune à l'instar des oiseaux, du gibier, etc.

Les impacts sociaux réfèrent aux incidences sur les niveaux de scolarisation des enfants des régions étudiées et sur les niveaux et la performance des activités champêtres dans ces zones.

Sur le premier aspect, en dépit d'efforts considérables quant à l'interdiction de la présence d'enfants dans les mines, on a néanmoins noté la présence de nombreux enfants âgés de moins de 15 ans sur les sites miniers visités à Boda. Pour les responsables des sites, cette présence s'expliquerait par la résurgence de conflits armés survenus en décembre 2020, empêchant les enfants de la localité de reprendre le chemin de l'école. Quant aux incidences sur les activités champêtres, l'activité minière induit de profonds changements dans les activités rurales. Les populations abandonnent progressivement les travaux champêtres. Bien évidemment, l'attrait pour l'activité minière ne pourrait être la seule variable explicative de cet abandon des travaux champêtres. Il est également associé à l'insécurité liée à la présence des groupes armés dans ces zones.

L'exploitation artisanale est un secteur qui fait vivre les acteurs impliqués ainsi que les communautés riveraines. Les creuseurs, les artisans miniers et les collecteurs de diamants tirent leurs principaux revenus des activités minières. Toutefois, l'exploitation artisanale des mines, notamment du diamant, doit bénéficier d'un suivi responsable car elle dispose du potentiel susceptible d'impulser une dynamique de développement intégral. Aussi, les recommandations ci-après sont formulées :

1.1 Au gouvernement

- Le CCRAG recommande au gouvernement de déployer l'Unité Spéciale Anti-Fraude (l'USAF) dans les villes et sur les sites miniers. Ce déploiement permettra de lutter contre le phénomène d'exportation illégale de diamants décrié par les collecteurs de diamants et les autorités locales interrogées lors de la collecte des données.
- Le gouvernement doit aussi veiller à la sécurisation de ses frontières terrestres, notamment avec le Cameroun. Selon les témoignages reçus, les diamants en provenance du pays sont illégalement exportés via le Cameroun par voie terrestre. L'USAF doit être mise à contribution dans le processus de contrôle des minerais en provenance de la RCA. Un mécanisme de partage d'informations entre les autorités frontalières de la RCA et des pays frontaliers doit être mis en place et fortement encouragé.
- Le CCRAG invite le gouvernement à développer un mécanisme rigoureux de sanctions pour contraindre les exploitants miniers à être respectueux de l'environnement, surtout les cultures et cours d'eau. Pour ce faire, la mise à jour de la loi minière est une nécessité impérieuse.

1.2 Aux artisans miniers

- Le CCRAG recommande aux artisans miniers de respecter les droits de l'enfant. Les responsables des chantiers doivent veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans ne soient pas admis sur les sites miniers.
- Les artisans miniers, notamment les chefs de chantiers, doivent veiller au respect des normes environnementales. Ils doivent éviter de déverser des déchets rocheux dans les rivières et les cours d'eau.

INTRODUCTION

La République Centrafricaine (RCA) est un pays qui dispose d'importantes ressources minérales dont la mise en valeur contribuerait à l'amélioration des conditions de vie de sa population. Sur les 16 Préfectures du pays, 10 produisent de l'or et 9 des diamants¹. Ces minerais proviennent en grande partie des mines artisanales à petite échelle.

La contribution du secteur minier (diamant et or) au PIB est passée de 7% en 2007 à 11% en 2011². La RCA a exporté 323 575,30 carats de diamants pour une valeur de 29,7 milliards de francs CFA, soit 61,4 millions de dollars en 2011³. Cette dynamique fut ralentie par la résurgence des conflits armés en décembre 2012, lesquels ont entraîné la suspension de la RCA du processus de Kimberley⁴ en 2013.

Le retour à l'ordre constitutionnel en mars 2016 et la cessation des hostilités sur une partie du territoire centrafricain ont conduit à la levée partielle des sanctions. Le pays est de nouveau autorisé par le processus de Kimberley à reprendre les exportations de diamants en provenance de la région occidentale⁵. L'interdiction demeure ainsi valable dans les régions du nord et de l'est considérées comme des zones rouges. En 2019, d'après les chiffres officiels du Ministère des Mines et de la Géologie, la RCA a exporté 26 234,72 carats de diamants⁶. On assiste progressivement à la redynamisation du secteur minier centrafricain, notamment le secteur minier artisanal.

Le secteur minier artisanal apparaît effectivement comme l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois, quoique précaires, en RCA. En 2019, une étude sur la cartographie des sites miniers artisanaux à l'ouest nous informe qu'au moins 62 000 personnes, réparties sur 322 sites visités en 2019, travaillent dans le secteur minier artisanal⁷. A ces statistiques, s'ajoutent de nouvelles données recueillies à la faveur de cette étude sur l'exploitation artisanale à petite échelle (EAPE) des diamants dans les zones de Boda, de Nola et de Berberati en 2021. Plus de 2 213 travailleurs ont été comptabilisés sur les 42 sites visités, dont 80 femmes (présentes sur 11 sites) et 203 enfants de moins de 15 ans participant activement à la production (présents sur 11 sites).

Fort de ces données statistiques, le Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CCRAG), en partenariat avec l'International Peace Information Service (IPIS), initie le présent rapport dont l'objectif principal vise à étudier les effets des exploitations artisanales de diamants sur les conditions de vie des populations riveraines des villes de Boda, Nola et Berberati dans le sud-ouest de la RCA. Pour mieux atteindre l'objectif visé, l'étude essaie de répondre aux questions suivantes :

- Quelle est la nature de l'exploitation artisanale de diamants dans les villes de Boda, Berberati et Nola ?
- Quel est l'impact de l'exploitation artisanale de diamants sur les communautés minières de ces villes ?

1 Cf. Alexandre Jaillon et Guillaume de Brier, Cartographie des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique, novembre 2016, p3.

2 Statistiques tirées du discours du Ministre Centrafricain des Mines et de la Géologie lors de la cérémonie d'ouverture du Forum des investisseurs en 2017 à l'Hôtel Ledger à Bangui.

3 *Ibidem*.

4 Mis en place en 2003 par des Etats, des professionnels du diamant et des organisations de la société civile, le processus de Kimberley est un Forum dont l'objectif vise à éradiquer le commerce international des diamants de sang. Faire partie du processus est un atout pour la lutte contre le commerce international des diamants de sang en provenance de la RCA.

5 Réunis en Angola en juin 2015, les membres du processus de Kimberley ont marqué leur accord pour une levée partielle de l'embargo sur le diamant centrafricain. Il s'agit de diamants venant des villes de Berberati, Carnot, Bouar dans l'ouest et Boda dans le sud-ouest.

6 Ministère des Mines et de la Géologie/Secrétariat Permanent du Processus de Kimberley, Rapport annuel 2019 de la RCA, Bangui, avril 2020, p.5.

7 Alexandre Jaillon et al. *op. cit*; p2.

- Quel est le potentiel économique du secteur de l'exploitation artisanale dans ces villes ?
- Quel rôle joue le gouvernement, les organisations de la société civile et les mineurs dans l'amélioration des conditions de vie des communautés riveraines ?

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

A la faveur de l'appui technique et financier d'IPIS, des données de terrain ont été directement collectées sur les sites miniers à l'aide du logiciel *ODK Collect*. Le CCRAG a conçu un guide d'entretien qui a servi de protocole d'interview. Les données recueillies ont été triangulées avec d'autres rapports traitant des exploitations artisanales de diamants en RCA et produits aussi bien par l'IPIS que d'autres acteurs internationaux. Des données provenant des institutions nationales – notamment gouvernementales – ont été également mobilisées. Au total, 38 entretiens ont été organisés sur les sites miniers et dans les villes concernées avec des artisans miniers, des ouvriers, des autorités administratives et locales. Le choix des enquêtés est motivé par la position qu'ils occupent sur les sites et dans la communauté riveraine, et ce, en rapport avec l'activité d'extraction. Sur les sites, nous nous intéressons aux responsables en chef des chantiers, aux travailleurs disposés à nous parler ainsi qu'aux femmes qui entretiennent de petits commerces. Dans les communautés riveraines, l'équipe des enquêteurs organise systématiquement des entretiens avec les autorités locales et, dans la mesure du possible, avec certains habitants n'ayant pas exercés des activités minières. Le choix de ces derniers, fait sur la base de leur disponibilité, est guidé par le souci d'analyser la perception des activités minières par les cultivateurs, commerçants et pêcheurs, membres des communautés riveraines.

L'entretien semi-directif, l'observation directe et le focus group ont été les principales techniques mobilisées pendant la collecte de données. Les entretiens ont permis d'avoir des données de diverses natures. D'abord, ils ont facilité l'identification des différents types d'exploitation minière dans les villes visées par l'étude. Ensuite, les données recueillies ont servi à déterminer l'impact de l'exploitation du diamant sur les communautés riveraines. Enfin, l'observation directe et les données des entretiens ont permis de déterminer le potentiel du secteur de l'exploitation artisanale des villes de Boda, Nola et Berberati. La collecte des données de terrain a eu lieu entre février et avril 2021. Elle a été rendue possible grâce aux appuis des facilitateurs de terrain qui ont fortement contribué à l'identification des sites et à la traduction des questionnaires en cas de besoin.

La réalisation de ce travail ne s'est pas faite sans difficultés. Le temps imparti pour la collecte des données est insuffisant au point que l'équipe des enquêteurs se devait d'enchaîner les entretiens sans véritablement se reposer. La détérioration du climat de sécurité au lendemain du coup d'Etat manqué de la CPC en décembre 2020 et janvier 2021 a conduit les communautés riveraines à se méfier de l'équipe des enquêteurs. Cette méfiance peut entraîner des biais dans les informations données.

1 L'ANALYSE DU PAYSAGE MINIER DES VILLES DE BODA, NOLA ET BERBERATI

Les ressources minières constituent l'une des principales sources de recette du gouvernement centrafricain. Elles viennent en troisième position après l'agriculture et le bois⁸. Les villes de Boda dans la préfecture de la Lobaye, de Berberati dans la préfecture de Mambéré Kadéï et de Nola dans la préfecture Sangha-Mbaéré font partie des régions les plus riches en minerais. Nous avons visité 42 sites d'extraction de diamants dans ces villes. L'intérêt de cette partie est donc de présenter les réalités des sites miniers visités.

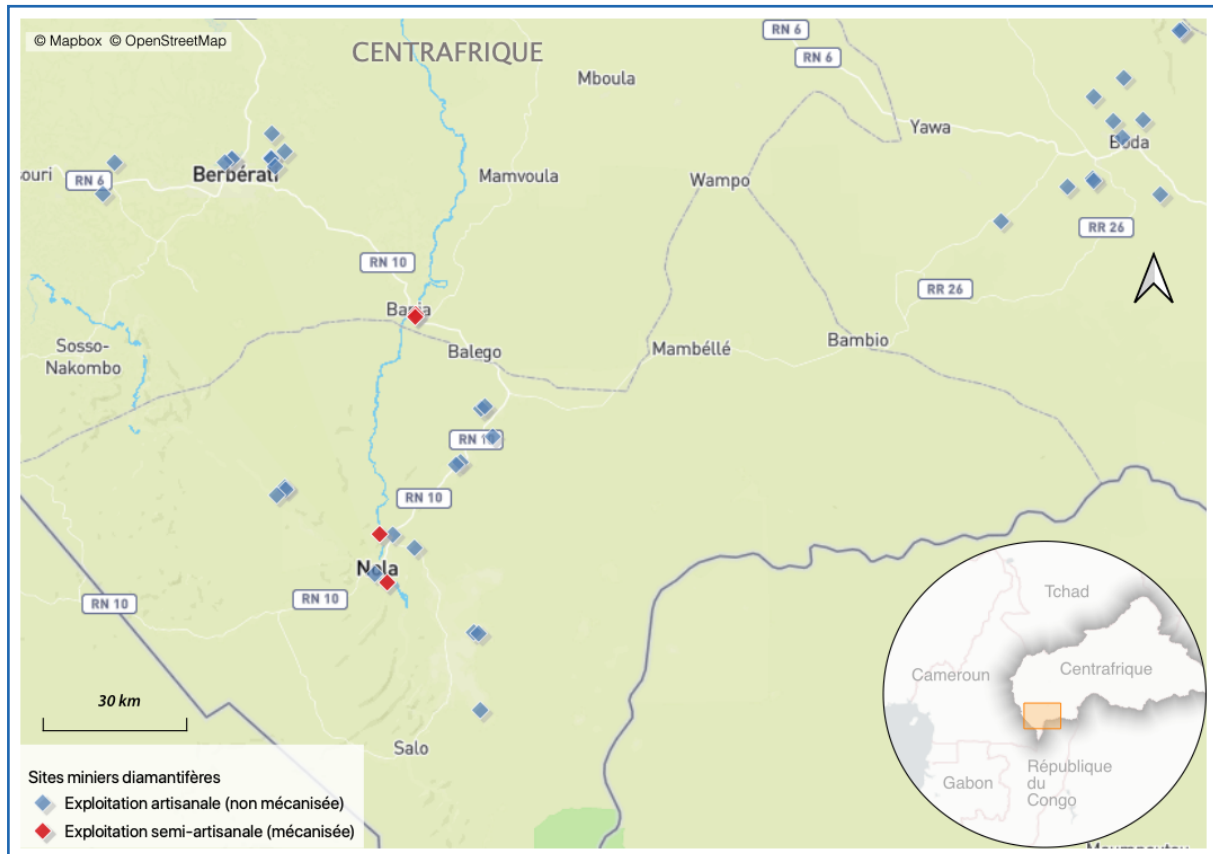


Figure 1 : Localisation des sites d'extraction de diamants étudiés dans le sud-ouest de la RCA.

Il est intéressant de noter que les sites étudiés regroupent en moyenne 52 travailleurs (hommes, femmes et enfants inclus), mais que la moitié de ces sites regroupent moins de 20 travailleurs seulement (médiane). Le site le plus grand que nous avons visité comptait 800 travailleurs, il s'agit de Gbasseme qui se situe dans la région de Boda.

Dans le cadre de notre enquête, nous avons constaté que sur les 42 sites visités, les opérateurs notent la production quotidienne sur des cahiers officiels sur seulement 9 sites, et sur des cahiers informels sur 7 sites. Cela signifie que sur au moins 26 sites, la production n'est pas enregistrée par les responsables des sites.

Sur les sites visités, la production estimée par semaine sur la plupart des sites (médiane) était de 1 carat pour les sites produisant des diamants et de 4 grammes pour les sites produisant de l'or en plus des diamants.

8 Cf. PIS - DIIS, République Centrafricaine: cartographie du conflit, Anvers, septembre 2018, p. 83. Nous avons consulté ce document sur <https://ipisresearch.be/publication/republique-centrafricaine-cartographie-du-conflit>, consulté le 04/07/2021.

1.1 Présentation des différents sites d'extraction de diamants visités dans la ville de Boda

Située à 185 kilomètres de Bangui, la ville de Boda dispose de nombreux sites miniers. Nous avons visité 13 sites d'extraction de diamants, afin de collecter les données relatives aux impacts des exploitations minières sur la vie des communautés riveraines. Les sites sont situés entre 0 et 20 kilomètres de la ville : Louamé (10 km), Gondem (20km), Gbana Gbene (dans la ville), Batali (20 km), Gbasseme (dans la ville), Zibare (10 km), Ngorbor (dans la ville), Pama (dans la ville), Dolet (dans la ville), Kondo A Assa (dans la ville), Ngabara Likondji (dans la ville), Kamon (dans la ville), Loubé (dans la ville).

1381 personnes dont 15 femmes et 133 enfants de moins de 15 ans et participant activement à la production travaillent sur les 13 sites visités (Figure 2). Les hommes réalisent les tâches les plus difficiles et certainement les mieux rémunérées : creuser sous terre pour extraire les minerais. Les femmes et les enfants s'occupent des tâches subsidiaires notamment le portage et le lavage des minerais au bord des cours d'eau. Les femmes exercent également aux alentours des sites miniers de petites activités commerciales. Elles vendent principalement des produits vivriers et tiennent des lieux de restauration.

Les techniques d'extraction des diamants auxquelles recourent les artisans miniers sont diverses et variées. Comme le souligne à juste titre Philippe Matheus, « le choix du type de mine dépend de différents facteurs, tels que la profondeur du gisement, sa géométrie, son empreinte au sol et les coûts d'extraction⁹ ». Le barrage, le dragage, et le puits sont les trois types de technique d'extraction minière les plus en vue sur les sites visités dans la ville de Boda. On peut retrouver sur un même site la mobilisation de ces trois principales techniques. C'est le cas sur les sites de Dolet, de Kondo A Assa, de Ngabara Likondji, de Kamon, de Gondem et de Louamé. Au final, les types d'exploitation minière artisanale les plus récurrents ici sont l'exploitation minière artisanale en berge (barrage ou dragage), l'exploitation minière artisanale par puits et l'exploitation artisanale sur terrasse ouverte.

Trois bureaux d'achat de diamant et or sont opérationnels à Boda. Les collecteurs financent les activités d'extraction et disposent d'un droit de priorité sur les achats des minerais négociés directement avec le chef de puits.

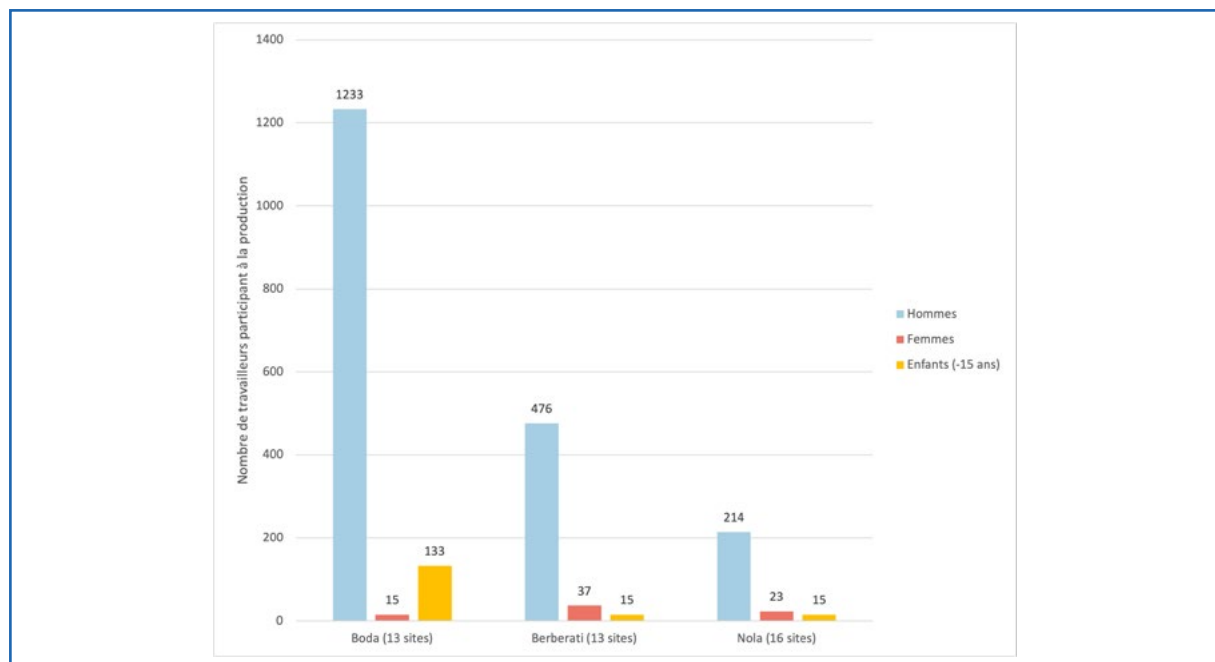


Figure 2 : Aperçu du nombre de travailleurs dans la zone d'étude (Boda, Berberati et Nola).

9 Philippe Matheus, « Les techniques et conditions d'exploitations des mines aurifères », dans *Annales des Mines-Réalités Industrielles* 2018/4, pages 10 à 19.

1.2 La ville de Berberati face à son paysage minier

Capitale économique du pays, la ville de Berberati est située à 604 km de Bangui. Faisant partie des régions les plus riches en ressources minières, elle dispose de plus d'une dizaine de sites d'exploitation artisanale de diamants située entre 0 et 50 kilomètres : Bembai (45 km), Sangou (25 km), Lomi 3 (dans la ville), Lomi 2 (10 km), Lomi 4 (10 km), Batouri (15 km), Bantouri (45 km), Sambada (dans la ville), Mabe (dans la ville), Sanko (45 km), Yolongo mambéré (dans la ville), Ndjondjo (dans la ville).

528 personnes dont 37 femmes et 15 enfants de moins de 15 ans participant activement à la production travaillent sur les 13 sites d'exploitation de diamants visités (Figure 2). Les femmes et les enfants représentent près de 10% de l'effectif total des travailleurs. A l'exemple des pratiques observées sur les sites d'extraction de diamants à Boda, le travail des femmes et des enfants consiste à transporter et à laver les minerais au bord des cours d'eau. Se développe également aux alentours des sites miniers la prostitution dont les conséquences seront étudiées dans la deuxième partie de ce rapport.

Traversée par une rivière et de multiples cours d'eau, la ville de Berberati offre l'opportunité aux artisans miniers de recourir massivement à l'exploitation minière artisanale en lit-vif, et ce, en plus d'autres types d'exploitation que sont l'exploitation artisanale minière en berge, celle par puits et celle en terrasse ouverte. L'exploitation en lit-vif exige des moyens financiers conséquents et commande l'utilisation d'engins spécifiques à l'instar de la motopompe. Il s'agit là d'un début de mécanisation de l'opération d'extraction.

Plusieurs bureaux d'achat de diamant sont opérationnels dans la ville de Berberati. La société BADICA¹⁰ y est toujours implantée et demeure très active. Il existe aussi des circuits parallèles et informels tenus par des « débrouillards » qui subventionnent les activités d'extraction de diamants. Le circuit informel est tenu par deux catégories d'acteurs : des commerçants et fonctionnaires, d'une part, et des acheteurs venus des pays voisins, d'autre part.

Les commerçants et fonctionnaires subventionnent illégalement les activités d'extraction minière dans la ville de Berberati. Les diamants extraits sont vendus clandestinement au point qu'il est difficile de retracer leur parcours. Des individus venus des pays voisins, notamment, du Cameroun sont les principaux acheteurs¹¹. Souvent, ces opérations sont effectuées à l'insu des autorités administratives et locales et créent une forme de concurrence déloyale vis-à-vis des collecteurs de diamants qui s'en plaignent. Un collecteur résident affirme à ce sujet que les fonctionnaires affectés dans la ville de Berberati leur font concurrence en finançant illégalement les sites d'extraction de diamants¹².

1.3 Les différents types d'exploitation minière à Nola

Située dans la préfecture de Sangha-Mbaéré, la ville de Nola est à 164 km de Berberati et 754 km de Bangui. Elle est l'une des régions les plus riches en minerais et dispose de près d'une vingtaine de sites d'extraction de diamants. Notre mission a visité 16 sites : DSTM (dans la ville), CMC (dans la ville), Lopo (dans la ville), Yanssi (5km), Libangui (6km), Monsende (1km), Nyama-Mindou (1km), Baukere (2km), Bouli (1km), Bouli 2 (1km), Kadéi (30km), Lopo (30 km), Ndelengué (6km), Gbasona (7km), Sengué (4km), Sangha (dans la ville).

252 personnes dont 23 femmes et 15 enfants de moins de 15 ans participant activement à la production travaillent sur les 16 sites d'extraction de diamants visités (Figure 2). Les enfants de moins de 15 ans représentent 6% de l'effectif global des travailleurs. A l'instar des réalités observées sur les sites

10 Bureau d'Achat de Diamant en Centrafrique, plusieurs fois mentionnées dans des affaires de fraudes, voir par exemple: https://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2015/02/14/hsbc-et-les-diamants-de-centrafrique_4576780_4862750.html

11 Source: notre enquête, Berberati, avril 2021.

12 *Ibidem*.

d'extraction à Boda et à Berberati, les femmes et les enfants s'occupent du transport et du tri des minerais. La faible présence des femmes et enfants dans les chantiers de diamant s'explique en partie par la dureté des travaux relatifs aux opérations d'extraction¹³. Les fouilles se font généralement à la main et sont énergiquement exigeantes, exception faite des exploitations en lit-vif où les engins sont mis à contribution.

Les exploitants miniers recourent à quatre types d'exploitation que sont : le puits, le lit-vif, la berge (barrage et/ou dragage) et la terrasse ouverte. Le lit-vif demeure la technique la plus mobilisée dans la localité de Nola qui est, à l'instar de la ville de Berberati, traversée par une rivière et de multiples cours d'eau.

Le paysage minier de la ville de Nola dispose de trois sites d'exploitation semi mécanisée dont deux appartiennent à des citoyens chinois et de cinq bureaux d'achat de diamant et or. La main d'œuvre est moins sollicitée sur les sites d'exploitation semi mécanisée. L'exploitation se fait en lit vif et à l'aide des machines à l'instar des dragues. Très peu d'ouvriers sont sollicités pour le dégagement des graviers tamisés. Le travail est donc moins pénible, on exploite à la fois l'or et le diamant sur un même site.

2 IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DE L'EXPLOITATION DIAMANTIFÈRE DANS LES VILLES DE BODA, BERBERATI ET NOLA

L'exploitation artisanale des mines impacte généralement l'environnement et le mode de vie des communautés riveraines. Cette partie décrit les impacts environnementaux et sociaux de l'extraction du diamant sur les sites miniers visités dans les villes de Boda, Berberati et Nola.

2.1 Impacts environnementaux de l'extraction de diamants

L'extraction de diamants sur les sites miniers visités entraîne des effets sur la qualité de l'eau, d'une part, et sur le paysage faunique et floristique, d'autre part. Nous avons remarqué que les exploitants miniers déversent les déchets rocheux et les matériaux lessivés dans les cours d'eau situés aux alentours des sites miniers. Les extractions en berge et en lit vif constituent les types d'exploitation les plus polluants. C'est le cas des sites de Ngobor à Boda, de Bembaï à Berberati et de Lopo à Nola. Les cours d'eau situés aux alentours de ces sites sont tous pollués, les eaux ont systématiquement changé de couleur. Ce constat converge avec les données contenues dans d'autres rapports sur l'exploitation minière en RCA¹⁴.

Il ne fait donc aucun doute que les eaux polluées ne sont plus appropriées pour la consommation. Or, dans certaines localités, il n'existe pas de points d'eau aménagés. Les cours d'eau constituent les principales sources d'approvisionnement en eau potable de la communauté. Cette situation fait craindre la survenance de crises sanitaires à l'instar du choléra et des maladies hydriques. A cela s'ajoute la dégradation de la vie aquatique car les déchets rocheux et les minerais lessivés sont toxiques pour les êtres aquatiques. La population rencontrée lors de nos visites de terrain se plaint de la rareté des poissons dans les cours d'eau du fait des activités minières.

L'opération d'extraction de diamants entraîne également la destruction de la faune et de la flore terrestre.

13 Source: notre enquête, Nola, avril, 2021.

14 Ken Matthysen & Iain Clarkson, *L'or et les diamants de la République centrafricaine. Le secteur minier et les problèmes sociaux, économiques et environnementaux y afférents*, IPIS, ActionAid, Cordait, 2013; Jessica DeWitt D., Peter Chirico G., Sarah Bergstresser E., and Inga Clark E., 2018, *The Central African Republic Diamond Database – A geodatabase of archival diamond occurrences and areas of recent artisanal and small-scale diamond mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088, p. 28: <https://doi.org/10.3133/ofr20181088>.

Nous avons remarqué, sur les sites miniers, l'abattage systématique des arbres et arbustes, et ce, afin de préparer le terrain aux opérations d'extraction et de construction des camps de logement. La végétation est souvent détruite entraînant au passage la fuite des espèces mobiles de la faune à l'instar des oiseaux, du gibier, etc. C'est le cas des sites Sanko à Berberati et Bonini à Boda où l'on remarque encore les traces de la destruction de la végétation.

Les opérations de barrage et de déviation sont à l'origine d'inondations et de dégradations des routes dans les localités où sont situés les sites miniers. Par exemple, les communautés riveraines des sites miniers de la ville de Nola sont confrontées aux problèmes d'inondation et de dégradation du fait de la déviation des cours d'eau de leur lit. C'est le cas du quartier Lopo dans la ville de Nola, où l'on note une dégradation très avancée de la route du fait de l'érosion causée par les exploitations des sites miniers. Un habitant du quartier Lopo déplore la dégradation des routes du fait d'exploitants miniers. Pour ce dernier, « ce sont les pratiques de déviation non maîtrisée des cours d'eau et l'absence de réhabilitation des sites miniers qui sont à l'origine des inondations et de la dégradation des routes¹⁵ ». Cette assertion a été renchériée par une autorité locale qui tient pour responsables les chefs des sites miniers qui ne sont pas respectueux de l'environnement et s'adonnent souvent à des exploitations « anarchiques¹⁶ ».

2.2 Les impacts sociaux de l'extraction de diamants

Nous étudions les impacts de l'exploitation des diamants sur la scolarisation des enfants et l'abandon des travaux champêtres.

2.2.1 Sur la scolarisation des enfants

Sur 2 399 travailleurs enregistrés sur les sites miniers visités, nous avons dénombré 163 enfants de moins de 15 ans, soit près de 8%. A tout point de vue, cet effectif est faible, et ce, comparé aux données antérieures sur la présence des femmes et enfants sur les sites miniers¹⁷. Deux facteurs sont à l'origine de ce faible taux de présence. D'abord, la dureté des travaux d'extraction de diamants ne permet pas aux enfants d'investir massivement les sites. D'ailleurs, comme nous l'avons dit plus haut, les enfants présents sur les sites miniers de diamant ne réalisent que des tâches subsidiaires à l'instar du transport et du lavage des minerais.

Ensuite, nos enquêtes ont révélé que les exploitants miniers des villes visitées ont été, à la faveur du projet Droit de Propriété et Artisanat Minier (DPAM), sensibilisés sur les conséquences relatives à l'admission des mineurs sur les sites miniers. DPAM est un projet américain qui accompagne aussi bien le gouvernement centrafricain que les artisans miniers dans la mise en œuvre d'une politique minière responsable. Un artisan minier de Boda affirme en ces termes que les responsables du projet DPAM ont toujours insisté, à l'occasion des ateliers de formation, sur les droits de l'enfant et la nécessité de ne pas compromettre l'avenir de ces derniers¹⁸. Toutefois, on note la présence de nombreux enfants âgés de moins de 15 ans sur les sites miniers visités à Boda. Pour les responsables des sites, cette présence s'expliquerait par la résurgence de conflits armés survenus en décembre 2020, empêchant les enfants de la localité de reprendre le chemin de l'école. Cette information est à relativiser dans la mesure où certains enfants interrogés affirment avoir abandonné l'école, ce, depuis près de trois ou quatre ans.

Les enfants sont de moins en moins acceptés sur les sites miniers visités dans les villes de Berberati et de Nola. « La place des enfants est sur les bancs de l'école » nous a rappelé le chef de chantier d'un site

15 Source: notre enquête, Nola, avril 2021.

16 *Ibidem*.

17 S. Pennes et al. Diagnostic de l'exploitation minière et perspective de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique, Levin Sources, octobre 2018, p. 40.

18 Source: notre enquête, Boda, mars 2021.

minier à Nola. Cette assertion témoigne de ce que des mesures fortes seraient prises à l'encontre de tout individu mineur désireux d'investir les sites d'extraction de diamants. Selon les informations collectées, l'interdiction faite aux enfants ne vaut que pendant la période scolaire. En revanche, les personnes mineures réinvestissent les chantiers de diamants pendant les vacances scolaires.

2.2.2 Sur l'abandon des travaux champêtres

L'arrivée des mines est souvent source de changement dans les activités rurales, dont les activités champêtres¹⁹. Le paysage rural centrafricain n'échappe pas à la règle. En effet, on enregistre une flambée du prix des denrées alimentaires du fait de la ruée vers l'or et le diamant. C'est le cas de la ville de Bozoum en 2019 où de nombreuses communautés riveraines ont délaissé les travaux champêtres pour investir les chantiers d'or²⁰.

Dans les villes visitées dans le cadre de ce travail, nous avons effectivement remarqué que les prix des denrées alimentaires ont connu une hausse à Boda. Le prix d'une cuvette de manioc qui était autrefois à 1 000 FCFA revient aujourd'hui dans les sites miniers à 2 000 FCFA, soit le double. Les populations abandonnent progressivement les travaux champêtres. Toutefois, l'exploitation minière ne pourrait être l'unique variable explicative car nous avons collecté les données dans un contexte d'insécurité marqué par le passage des groupes armés de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC).

A contrario, nous avons observé une autre tendance dans les villes de Berberati et de Nola. En effet, les cultivateurs investissent les sites miniers mais n'abandonnent pas pour autant les travaux champêtres. Nous avons rencontré sur les sites de Bembai à Berberati et de Lopo 2 à Nola des individus qui sont à la fois exploitants miniers et cultivateurs. Un artisan minier nous confie avoir autofinancé les activités minières grâce aux revenus tirés de la vente des produits agricoles²¹. Il tire ici un avantage qui est celui de l'indépendance financière vis-à-vis des collecteurs de diamants ayant pour habitude de financer les activités d'extraction, ce qui leur confère un droit de priorité sur l'achat des minerais.

L'extraction de diamants est en grande partie non mécanisée, l'essentiel des travaux se fait manuellement, notamment par des creuseurs qui sont payés à la tâche. Ces derniers disposent en moyenne d'un revenu de 6 500 FCFA par semaine. Cette somme est d'ailleurs négociable et peut être revue à la baisse ou à la hausse selon les circonstances. Toutefois, la crise de 2013 et la suspension des opérations d'exportation de diamants centrafricains par le processus de Kimberley ont obligé certains creuseurs à accepter des revenus inférieurs à 6 500 FCFA²². Les travailleurs miniers (creuseurs, agents de portage et de lavage des minerais) jugent insuffisants les revenus tirés de leurs activités, mais ils leur permettent cependant de subvenir au besoin de leurs petites familles²³. Un creuseur sur un site minier à Nola affirme qu'il arrive à prendre soin de sa petite famille et à supporter la scolarité de ses enfants grâce aux revenus tirés de son activité minière²⁴.

La dureté des travaux constitue un danger à moyen et long terme pour la santé des travailleurs, notamment, les creuseurs. Ce sont des travaux qui usent leurs corps et peuvent causer des maladies ou des lésions telles que des hernies. D'ailleurs, selon les témoignages recueillis, de nombreux travailleurs miniers ont souffert et se font opérer de la hernie²⁵.

19 Cf. Matthieu Thune, « L'industrialisation de l'exploitation de l'or à Kalsaka, Burkina Faso: une chance pour une population rurale pauvre? », in <https://doi.org/10.4000/echogeo.12535>, consulté le 08 juillet 2021.

20 GTSC, *Mine d'or à Bozoum, l'Etat Centrafricain défailant*, mai 2019.

21 Source: notre enquête, Nola, avril 2021.

22 Source: notre enquête, Boda, mars 2021.

23 Source: notre enquête, Berberati, avril 2021.

24 Source: notre enquête, Nola, avril 2021.

25 *Ibidem*.

Enfin, le phénomène de la prostitution se développe de plus en plus aux alentours des sites miniers ayant enregistré un grand nombre de travailleurs. C'est le cas du site PAMA à Boda où nous avons dénombré plus de 150 travailleurs. Toutefois, si cette problématique a été explicitement évoquée par certains acteurs interrogés sur les sites, des données factuelles sur la question (estimation du nombre de prostitués, lieux de forte concentration de l'activité, etc.) n'ont pas pu être obtenues. Une constante semble se dégager pourtant dans les perceptions des acteurs : le développement - dans le sens à la fois d'une inscription de l'activité sur la durée et d'un accroissement du volume de production - de sites d'extraction diamantifère semble s'accompagner d'un essor de l'activité prostitutionnelle.

La persistance de ce phénomène peut entraîner la dépravation des mœurs au sein des communautés riveraines concernées et la déscolarisation des jeunes filles dans une société de plus en plus en manque de repères. Le taux de prévalence des maladies sexuellement transmissibles à l'instar du VIH SIDA peut également connaître une augmentation, ce qui pourrait décimer la population à long terme.

3 CONCLUSION

Le CCRAG, en partenariat avec IPIS et la Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley, a fait des visites de terrain de février à avril 2021 dans les villes de Boda, Berberati et Nola afin de collecter les données en vue de la réalisation d'un projet de cartographie de l'exploitation artisanale et à petite échelle. En marge de cette activité, le CCRAG a, en accord avec IPIS, souhaité réaliser une petite étude sur les effets des exploitations artisanales de diamants sur les conditions de vie des communautés riveraines.

Pour mener à bien cette étude, une équipe d'enquêteurs a séjourné dans les trois villes retenues et a visité 42 sites d'extraction de diamants. Des entretiens ont été réalisés avec les acteurs du secteur minier ainsi qu'avec des autorités politico-administratives et locales. Les données recueillies ont permis de présenter le paysage des sites d'extraction du diamant, d'une part, et d'étudier les impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation dans les villes visitées, d'autre part.

Sur les sites visités, nous avons observé quatre types d'exploitation minière que sont l'exploitation artisanale en berge, l'exploitation artisanale par puits, l'exploitation artisanale sur terrasse ouverte et l'exploitation artisanale en lit vif. Un même site peut contenir plusieurs types d'exploitation.

Les opérations d'extraction sont responsables de la pollution des rivières et cours d'eau et donnent lieu à la destruction de la faune et de la flore. On déplore l'abattage des arbres et arbustes ainsi que la disparition locale de certaines espèces de la faune terrestre et aquatique. Sur le plan social, on déplore encore sur certains sites miniers le travail d'enfants de moins de 15 ans, et ce, malgré les efforts menés par des organisations non gouvernementales afin de lutter contre la déscolarisation des enfants. Un autre phénomène observé est l'abandon progressif des travaux champêtres par les populations riveraines qui investissent les sites miniers. Face à cet abandon, les coûts de vie explosent et le risque d'une crise alimentaire n'est pas à écarter.

Somme toute, l'exploitation artisanale est un secteur qui fait vivre les acteurs impliqués ainsi que les communautés riveraines. Les creuseurs, les artisans miniers et les collecteurs de diamants tirent leurs principaux revenus des activités minières. Toutefois, l'exploitation artisanale des mines, notamment du diamant, doit bénéficier d'un suivi responsable car elle dispose du potentiel susceptible d'impulser une dynamique de développement intégral.

4 RECOMMANDATIONS

L'observation directe sur les sites miniers et les entretiens recueillis auprès des acteurs miniers et des autorités administratives et locales ont permis de formuler les recommandations suivantes.

4.1 Au gouvernement

- Le CCRAAG recommande au gouvernement de déployer l'Unité Spéciale Anti-Fraude (l'USAF) dans les villes et sur les sites miniers. Ce déploiement permettra de lutter contre le phénomène d'exportation illégale de diamants décrié par les collecteurs de diamants et les autorités locales interrogées lors de la collecte des données.
- Le gouvernement doit aussi veiller à la sécurisation de ses frontières terrestres, notamment avec le Cameroun. Selon les témoignages reçus, les diamants en provenance du pays sont illégalement exportés via le Cameroun par voie terrestre. L'USAF doit être mise à contribution dans le processus de contrôle des minerais en provenance de la RCA. Un mécanisme de partage d'informations entre les autorités frontalières de la RCA et des pays frontaliers doit être mis en place et fortement encouragé.
- Le CCRAAG invite le gouvernement à développer un mécanisme rigoureux de sanctions pour contraindre les exploitants miniers à être respectueux de l'environnement, surtout les cultures et cours d'eau. Pour ce faire, la mise à jour de la loi minière est une nécessité impérieuse.

4.2 Aux artisans miniers

- Le CCRAAG recommande aux artisans miniers de respecter les droits de l'enfant. Les responsables des chantiers doivent veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans ne soient pas admis sur les sites miniers.
- Les artisans miniers, notamment les chefs de chantiers, doivent veiller au respect des normes environnementales. Ils doivent éviter de déverser des déchets rocheux dans les rivières et les cours d'eau.

4.3 Aux associations locales et organisations non gouvernementales

- 1- Les ONG sont invitées à multiplier des ateliers de renforcement de capacité des artisans miniers, notamment des responsables de sites. Il s'agit de former ceux-ci sur la législation minière, mais aussi sur la nécessité de respecter les principes environnementaux.
- 2- Aussi, elles peuvent contribuer à la politique de formalisation de l'activité minière auprès des responsables du site. Il s'agit d'accompagner ces responsables dans les démarches administratives relatives à la formalisation des activités de l'exploitation artisanale du diamant.
- 3- Sensibiliser les artisans miniers sur la nécessité de réhabiliter les sites utilisés et abandonnés. Les excavations délaissées sont, à n'en point douter, à l'origine des inondations.

5 BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Articles

- Philippe Matheus, « Les techniques et conditions d'exploitations des mines aurifères », dans Annales des Mines-Réalités Industrielles 2018/4, pages 10 à 19.
- Ken Matthysen & Iain Clarkson, L'or et les diamants de la République centrafricaine. Le secteur minier et les problèmes sociaux, économiques et environnementaux y afférents, IPIS, ActionAid, Cordait, 2013.
- Jessica DeWitt .D., Peter Chirico G., Sarah Bergstresser E., and Inga Clark E., 2018, The Central African Republic Diamond Database—A geodatabase of archival diamond occurrences and areas of recent artisanal and small-scale diamond mining, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088, 28 p., 1 pl., <https://doi.org/10.3133/ofr20181088>.
- S. Pennes et al. Diagnostic de l'exploitation minière et perspective de développement socio-économique en RCA à la lumière de la vision du régime minier en Afrique, Levin Sources, octobre 2018.
- Matthieu Thune, « L'industrialisation de l'exploitation de l'or à Kalsaka, Burkina Faso : une chance pour une population rurale pauvre ? », in <https://doi.org/10.4000/echogeo.12535>, consulté le 08 juillet 2021.

Rapports

- Alexandre Jaillon et Guillaume de Brier, Cartographie des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique, novembre 2016, p3.
- Ministère des Mines et de la Géologie/Secrétariat Permanent du Processus de Kimberley, Rapport annuel 2019 de la RCA, Bangui, avril 2020, p.5
- IPIS - DIIS, République Centrafricaine : cartographie du conflit, Anvers, septembre 2018, p. 83. Nous avons consulté ce document sur <https://ipisresearch.be/publication/republique-centrafricaine-cartographie-du-conflit>, consulté le 04/07/2021.
- GTSC, Mine d'or à Bozoum, l'Etat Centrafricain défaillant, mai 2019.

